

Le spectre des Noëls passés

Protéger les civils de la LRA



Femme rescapée de la LRA, district du Haut-Uélé, RDC.

Photo: Oxfam/Pierre Peron, septembre 2010.

Presque tous les jours, un groupe de rebelles connu sous le nom de l'Armée de Résistance du Seigneur (Lord's Resistance Army, ou LRA, en anglais) tue, enlève et attaque les civils à travers une vaste région de l'Afrique centrale.

La LRA est devenue la milice la plus meurtrière en République démocratique du Congo, marquant la période de Noël par d'atroces massacres ces deux dernières années. Depuis 2008, plus de 400 000 personnes ont fui de chez elles suite à une campagne de violence acharnée de la LRA dans des villages enclavés au Soudan, en République centrafricaine et au Congo. Ces attaques ont été menées en représailles à une offensive militaire mal conçue conduite par les armées de la région contre la milice.

L'Union africaine et les États-Unis ont récemment annoncé des initiatives pour contrer la menace posée par la LRA. Une attention renouvelée est positive et cruciale, mais il faut que les gouvernements de la région et la communauté internationale tirent les enseignements du passé et veillent à ce que leurs efforts futurs garantissent de manière efficace la sécurité des populations locales. Les femmes et hommes doivent pouvoir cultiver leurs champs, les enfants aller à l'école et les familles passer des nuits paisibles sous leur propre toit sans craindre la violence.



Résumé

À la veille de Noël 2008 et pendant les trois semaines qui ont suivi, 865 hommes, femmes et enfants furent sauvagement battus à mort et des centaines d'autres enlevés par l'Armée de Résistance du Seigneur (connue sous son sigle anglais : la LRA) dans un coin reculé du nord-est de la République démocratique du Congo (RDC) et au Sud Soudan. L'attaque était une action de représailles contre l'opération « Eclair de Tonnerre », une offensive militaire lancée contre la LRA quelque 10 jours plus tôt par l'Ouganda, la RDC et le Sud Soudan. Moins d'une année plus tard, entre le 14 et 17 décembre 2009, des commandants de la LRA ont supervisé l'assassinat de plus de 300 personnes, traumatisant encore une fois les populations civiles dans un coin enclavé du nord de la RDC.¹

La LRA continue d'attaquer des communautés marginalisées au Soudan, en République centrafricaine (RCA) ainsi qu'en RDC, à raison de presque quatre attaques par semaine. La LRA opère aujourd'hui au sein d'une zone 20 fois plus grande que celle d'avant l'offensive « Eclair de Tonnerre ». Depuis septembre 2008, la LRA a tué plus de 2 300 personnes et en a enlevé plus de 3 000. Ses membres ont violé des femmes et forcé des enfants enlevés à commettre des crimes atroces. Plus de 400 000 personnes – dont 260 000 en RDC – ont fui leur maison par peur des attaques. De nouveaux chiffres indiquent que sur les deux dernières années, la LRA est devenue la milice la plus meurtrière présente en RDC.

Au Sud Soudan, 42 400 personnes ont encore fui les violences de la LRA cette année – un cinquième de toutes les personnes déplacées en 2010. Au total, on estime à 87 800 le nombre de personnes forcées de fuir les attaques de la milice au Sud Soudan depuis fin 2008.² Dans le sud-est de la RCA, la LRA a provoqué le déplacement forcé d'au moins 20 000 personnes au cours des trois premiers mois de 2010.³

L'immense souffrance et le déplacement massif des populations provoqués par la LRA à travers plusieurs frontières internationales mine la stabilité d'une zone déjà fragile, où le Sud Soudan se prépare à tenir un référendum historique sur la sécession début 2011.

Depuis ses origines au nord de l'Ouganda, la LRA s'est transformée en une menace à l'échelle régionale. Elle prend délibérément pour cible les populations de localités qui sont parmi les plus enclavées de l'Afrique centrale ; la présence de l'État y est très limitée, les appareils judiciaire et policier fonctionnent mal, voire pas du tout, et il n'y a presque pas de réseaux routiers, de couverture téléphonique, d'électricité ou de services essentiels comme les centres médicaux.

Les efforts internationaux face au problème de la LRA : priorité à la protection

L'année 2010 a vu une impulsion internationale plus vive, quoique très tardive, pour contrer la menace posée par la LRA, qui s'est traduite par des propositions concrètes de la part de l'Union africaine (UA) et des États-Unis en ce sens.⁴

Il est encourageant de constater que les deux initiatives comportent des engagements en faveur d'une protection renforcée des civils, d'une amélioration de l'accès humanitaire et d'efforts pour encourager la défection, le désarmement et la réintégration des combattants de la LRA. De telles mesures sont primordiales pour alléger la souffrance des populations, et exigent un appui international concerté de la part du Conseil de Sécurité des Nations unies, des gouvernements de la région, des missions de maintien de la paix et des bailleurs de fonds.

Les initiatives de l'UA et des États-Unis parlent aussi d'appréhender les dirigeants de la LRA. Il ne fait pas de doute qu'un noyau dur de commandants se sont rendus responsables d'atrocités épouvantables. La communauté internationale doit chercher les moyens d'empêcher ces commandants d'ordonner d'autres attaques contre des civils innocents – mais il est dans l'intérêt de ces mêmes civils qu'une réflexion beaucoup plus poussée soit menée sur la manière d'y parvenir.⁵

Au cours de la longue histoire de l'action militaire contre la LRA, ses dirigeants ont échappé à de nombreuses tentatives de les capturer et ont conservé intacte leur capacité de nuisance vis à vis des populations. Pire, l'action militaire a eu l'effet pervers de disperser les combattants et de provoquer des représailles terribles à l'encontre des civils. Puisque les effectifs de la LRA sont composés en grande partie de civils qui ont été enlevés, souvent des enfants, une approche purement militaire peut créer des dangers supplémentaires pour ces personnes. De façon localisée, les autorités, la société civile et les églises, souvent avec un appui de l'ONU ou des bailleurs de fonds, ont réussi à encourager des combattants à quitter la LRA. Il reste cependant beaucoup à faire pour promouvoir le retour et la réintégration des combattants et officiers de rang moyen.

Il est tout aussi essentiel que les missions de maintien de la paix de l'ONU et les gouvernements de la région, avec l'appui de leurs partenaires internationaux, renforcent les efforts dès aujourd'hui pour protéger les civils face à la LRA. Malgré la menace sérieuse qu'elle représente, les missions de maintien de la paix dans la région, y compris la plus grande mission au monde en RDC, n'ont pas accordé une priorité à la protection des populations face à la LRA : un changement urgent s'impose face à cette situation.

Survivant aux atrocités commises en décembre 2009 dans la zone de Makombo, district du Haut-Uélé, RDC. Photo: Oxfam/Pierre Peron, septembre 2010.



Claude, 21 ans (Le nom a été modifié.)

« La LRA a traversé la rivière près de chez moi, et elle est passée de village en village, tuant et enlevant les habitants. Ils sont arrivés chez moi à 6 heures du matin et m'ont ligoté. Ils ont mis ma maison à sac... Puis ils m'ont attaché à d'autres garçons du village et ils nous ont forcés à porter les biens qu'ils nous avaient volés...

Nous avons marché pendant trois kilomètres jusqu'au village suivant, où les hommes de la LRA ont fait pareil, enlevant plus de 100 personnes. Mais cette fois-ci, ils ont isolé 20 personnes, les ont attachées et abattues de coups à l'arrière de la tête. Ils nous ont ordonné d'avancer et nous avons continué à marcher, toujours attachés les uns aux autres et chargés du butin.

Au bout d'un moment, je me suis retrouvé parmi ceux qu'ils ont isolés du groupe. Ils nous ont tous attachés ensemble, les mains dans le dos, et forcés à nous agenouiller. Alors, armés de marteaux, de machettes et de gourdins, ils ont commencé à tuer une par une les personnes qui m'entouraient. L'un des miliciens a saisi un gourdin et m'a frappé derrière la tête. J'ai sombré.

Lorsque j'ai retrouvé mes esprits, j'étais toujours attaché, enseveli sous plusieurs corps sans vie. J'ai passé quatre jours ligoté, perdant ponctuellement conscience et me vidant de mon sang au milieu de ce tas de cadavres. Quand des gens sont venus nous enterrer, ils m'ont alors découvert encore en vie. Ils m'ont détaché et porté jusqu'à l'hôpital le plus proche, où j'ai mis six mois à me rétablir. »

Organisations

© Oxfam International décembre 2010

Ce rapport a été rédigé conjointement par Ellie Kemp et Verity Johnson ; remerciements à Maya Mailer, Kirsten Hagon, Anna Ridout, Pierre Peron, Emma Fanning, Adrien Muratet, Igor Hodson et Olivia Kalis.

Ce rapport est publié par les organisations suivantes : Broederlijk Delen, CAFOD (UK), Christian Aid (UK), Conciliation Resources (UK), CORDAID (BE), Danish Refugee Council, Internal Displacement Monitoring Centre, Intersos, Norwegian Refugee Council, Oxfam, Pax Christi Flanders, Peace Direct (UK), Refugees International, Resolve, Society for Threatened Peoples, Tearfund (UK), Trocaire, War Child (UK), World Vision.

Il fait partie d'une série de rapports visant à alimenter le débat public autour des questions de politique humanitaire et de développement.

Cette publication est soumise au droit d'auteur, mais le texte peut être utilisé librement à des fins de plaidoyer, de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une permission doit être obtenue et des frais peuvent être demandés. E-mail publish@oxfam.org.uk.

Pour toute information complémentaire sur les questions soulevées dans ce document, veuillez contacter : advocacy@oxfaminternational.org Les informations contenues dans ce document étaient correctes au moment de la mise sous presse.

Publié par Oxfam GB pour Oxfam International sous le numéro ISBN 978-1-84814-778-2 en décembre 2010. Oxfam GB, Oxfam House, John Smith Drive, Cowley, Oxford, OX4 2JY, Royaume Uni.

*Femmes et enfants déplacés
par la violence de la LRA,
ville de Niangara, RDC.
Photo: Oxfam/Pierre Peron,
septembre 2010*



Oxfam GB est membre d'Oxfam International.

Organisme caritatif enregistré en Angleterre et au Pays de Galles (réf. 202918) et en Ecosse (réf. SC039042). Inhouse: 4881